

Les films suisses en Europe : conditions exceptionnelles dans la quête des faveurs du public

L'acceptation de l'initiative « contre l'immigration de masse » a relégué la Suisse au rang de spectateur dans le programme communautaire MEDIA d'encouragement du cinéma. Pour les distributeurs étrangers, projeter des productions helvétiques dans les salles est devenu inintéressant, voire un risque de se mettre en perte. Les mesures compensatoires ne parviennent pas à y remédier.

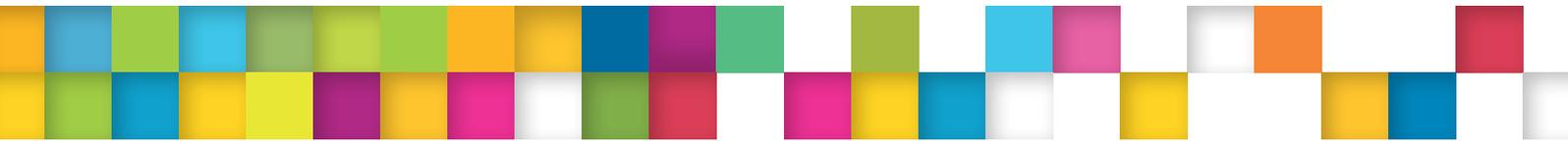
Malgré sa longue et riche tradition, l'industrie du film européenne s'est trouvée en crise dans les années 80. Les sites de production du vieux continent, plus petits et devant adresser de multiples groupes linguistiques, étaient dépassés par l'évolution rapide de la technique et la domination des grands studios hollywoodiens. En 1991, la Communauté européenne a donc créé le programme MEDIA qui, au début, était surtout chargé de promouvoir la distribution de productions européennes. La participation de la Suisse, négociée dans le cadre des Bilatérales II, a commencé en 2006. Comme dans les autres pays, un service appelé MEDIA-Desk a été ouvert, intermédiaire pour l'aide à la production, les moyens de commercialisation et la formation continue. La contribution financière de la Suisse s'élevait à un peu moins de huit millions de francs par année.

Films européens dans salles européennes : fortes incitations financières

Le cinéma suisse a beaucoup profité de la participation à MEDIA, l'aide à la distribution veillant particulièrement à soutenir les productions de pays moins importants. Entre 2006 et 2013, 73 œuvres suisses ont été projetées sur les écrans de cinémas européens. Pour chaque spectateur, les distributeurs recevaient un euro du programme MEDIA, nettement plus que pour un film allemand ou français, par exemple. Dans la lutte pour les faveurs du public, les productions de pays au marché intérieur plus petit étaient ainsi mises sur un pied d'égalité avec les pays plus grands. Les films suisses ont aussi profité en acquérant une notoriété considérable dans le cadre des festivals. Le programme MEDIA octroie en effet des subsides aux festivals européens qui s'engagent à présenter, dans leur sélection, au moins 70 % de films des pays participants.

Avec le programme MEDIA, les distributeurs européens touchaient un euro par spectateur pour un film suisse passé sur grand écran. Aujourd'hui, ils se pénalisent en les diffusant.

Le dernier programme MEDIA auquel la Suisse a participé s'est achevé fin 2013. L'initiative « contre l'immigration de masse » est arrivée en plein milieu des négociations sur la participation au programme subséquent. Après le oui à une courte majorité le 9 février 2014, l'Union européenne a suspendu les discussions avec la Suisse. L'émotion face à ce renvoi s'est cantonnée à l'industrie cinématographique, mais les conséquences n'en sont pas moins lourdes et commencent à se faire durement sentir. Aussi triste que cela puisse paraître, les distributeurs européens reçoivent des fonds MEDIA pour des films bulgares, bosniaques ou portugais, mais plus pour des films suisses.

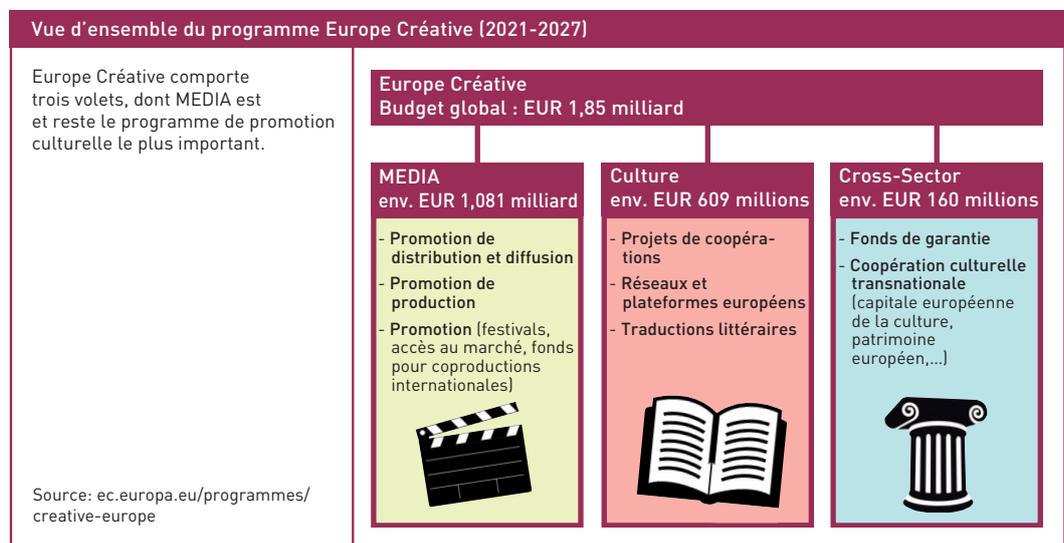


En toute logique, ils réinvestissent donc leurs bénéfices dans de nouvelles productions de pays européens. S'ils sélectionnent tout de même un film suisse, ils courent le risque de ne pas pouvoir exploiter au mieux les subventions. Pour les festivals aussi, le changement se fait sentir. Dans la catégorie «documentaires», par exemple, discipline de prédilection de notre pays, le festival international DOK.fest de Munich s'est vu refuser les fonds MEDIA parce que son programme comportait trop d'œuvres suisses.

Dans ces conditions, même les grandes productions helvétiques peinent à percer à l'échelle internationale. Cela engendre parfois des situations absurdes. Le documentaire *Des Abeilles et des Hommes* du Suisse Markus Imhoof, tourné en 2012 et mondialement reconnu a, dans un premier temps, reçu le soutien du programme MEDIA. Avant sa sortie dans les salles européennes en 2014, il a dû être enregistré comme film majoritairement allemand, afin que les distributeurs puissent toucher les subsides MEDIA. Difficile dès lors d'envisager encore de grandes productions internationales sous direction suisse, telles *L'enfance volée* avec Katja Riemann, *Train de nuit pour Lisbonne* avec Jeremy Irons ou *L'enfant d'en haut* avec Léa Seydoux.

Les mesures compensatoires ne peuvent pas combler la lacune

Après la mise à l'écart de la Suisse, le Conseil fédéral a pris des mesures compensatoires avec une limite de crédit cadre de près de cinq millions de francs. Celles-ci profitent cependant essentiellement aux anciens bénéficiaires de fonds MEDIA, à savoir les distributeurs de films européens dans les salles suisses, les festivals et les producteurs nationaux. Les mesures et moyens sont loin de suffire pour une diffusion des films au même degré qu'avant et notre pays reste exclu des plateformes européennes de commercialisation et de formation continue.



De toute façon, l'Europe est déjà allée plus loin. Depuis 2014, MEDIA fait partie du vaste programme Europe Créative, qui a lancé son nouveau volet pour la période 2021-2027. Le Conseil fédéral a souligné à plusieurs reprises l'importance pour l'économie créative et la vie culturelle de la Suisse de pouvoir intégrer Europe Créative. Des discussions avec la Commission européenne sur une participation d'États tiers comme la Suisse seront possibles à partir du moment où les bases légales de ce nouveau volet seront définitives, en 2021 normalement. L'UE conditionne toutefois l'ouverture de négociations à des progrès en ce qui concerne l'accord-cadre institutionnel.

S'isoler n'est pas une solution !

S'engager sous : www.europapolitik.ch